

❖ Corne de l'Afrique– Ethiopie Par le SE d'Addis-Abeba



L'Économie bleue en Éthiopie

Si l'Éthiopie ne dispose plus d'accès à la mer depuis l'indépendance de l'Érythrée en 1993, le pays possède d'importantes ressources en eau qui lui vaut le surnom de « château d'eau de l'Afrique ». Or, ces ressources alimentent encore un potentiel largement sous-exploité dans des secteurs tels que la pêche, l'hydroélectricité, le transport fluvial, le tourisme lacustre ou encore l'exploitation des lacs salés. Faute d'investissements et d'un cadre institutionnel favorable, ces ressources, longtemps exploitées de manière informelle peinent à être pleinement valorisées. En 2023, l'Éthiopie a adopté une stratégie quinquennale de l'économie bleue qui vise à positionner le pays parmi les États non côtiers actifs dans le développement d'activités économiques durables fondées sur les ressources aquatiques.

Malgré son enclavement, l'Éthiopie mise sur l'économie bleue comme levier de diversification économique

Depuis 2018, l'Éthiopie amorce une réflexion sur l'économie bleue comme levier de diversification économique et de valorisation durable de ses ressources aquatiques. Si l'approche reste encore sectorielle, plusieurs initiatives dessinent un cadre émergent articulé autour de la formation maritime, de la pêche, de l'aquaculture, de l'extraction minérale et du tourisme lacustre²⁶. Avec plus de 20 lacs naturels²⁷, pas moins de 75 zones humides et des rivières qui s'étendent sur 7185 km²⁸, l'Éthiopie dispose d'un environnement propice au développement d'une économie bleue, mais ce secteur reste faiblement structuré. L'aquaculture, encore limitée à quelques étangs expérimentaux (Sebeta, Ziway, Guder), devrait connaître un essor avec l'établissement du Grand barrage de la renaissance qui offre un vaste plan d'eau stable et contrôlé. Par ailleurs, l'exploitation des ressources bleues progresse. Les lacs d'Abbe, Karum et Afrera dans la région Afar font l'objet d'activités d'extraction artisanale de sel. Enfin, l'économie bleue trouve un terrain d'application dans le secteur du tourisme avec des projets phares comme Gorgora, Koyisha ou Wonchi, axés sur la mise en valeur des écosystèmes lacustres par un éco-tourisme haut de gamme.

En Éthiopie, l'économie bleue est coordonnée par le ministère des Transports et de la Logistique. Un département dédié à l'économie bleue y a été institué, avec pour objectif de porter la contribution de l'économie au PIB à 5 %²⁹. Le principal organisme opérationnel est l'Ethiopian Maritime Affairs Authority (EMAA) fondée en 2007 et mandatée pour réguler le secteur maritime et logistique. Elle ambitionne de faire de l'Éthiopie l'un des 5 principaux pays fournisseurs de marins dans le monde d'ici 2030³⁰. **Concernant UNOC-3**, n'étant plus une nation maritime, l'Éthiopie n'est pas directement concernée par le traité sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (BBNJ). Néanmoins, le pays est signataire de plusieurs conventions internationales pertinentes, dont celle des Nations Unies sur le droit de la mer (1982), ainsi que la stratégie sur l'économie bleue de l'IGAD. En outre, l'Éthiopie a accueilli la semaine de l'économie bleue en Afrique et la Journée africaine des mers et des océans en juillet 2024.

En 2023, l'Éthiopie a adopté une stratégie nationale de l'économie bleue (2023–2027) visant à positionner le pays parmi les États non côtiers actifs dans le développement d'activités économiques durables fondées sur les ressources aquatiques. Cette stratégie repose sur plusieurs objectifs sectoriels, outre la mise en place d'un cadre de gouvernance fonctionnel : i) le développement de la marine et de transports fluviaux et lacustres ; ii) développement de stratégies et d'infrastructures pour le tourisme dit « bleu » ; iii) renforcement des activités de pêche et d'aquaculture ; iv) expansion des activités minières et de l'hydroélectricité.

²⁶ Ces dernières années, plusieurs stratégies sectorielles étaient d'ores et déjà venues appuyer cette dynamique : plan décennal du tourisme durable (2015–2025) ; stratégie nationale pour le développement de l'aquaculture ; proclamation de 2003 sur la pêche.

²⁷ FAO, (2016) Aquastat Report, Country Profile – Ethiopia, <https://openknowledge.fao.org/items/a4e3d0fe-c17b-4bf6-998a-ce40c2a954c7>

²⁸ International Journal of Poultry and Fisheries societies, Review on the opportunities and constraints of fishery in Ethiopia, 2017 https://symbiosisonlinepublishing.com/poultry-fisheries-science/poultry-fisheries-science04.pdf?utm_source=chatgpt.com

²⁹ Ministry of Transport and Logistics, National Blue Economy Strategy of Ethiopia (2023-2027), <https://etmaritime.com/wp-content/uploads/2024/02/ethiopian-blue-economy-strategy.pdf>

³⁰ Ethiopian Maritime Authority. (s. d.). <https://etmaritime.com/index.php/about-us/>

Faute d'un système consolidé de collecte des données, le poids économique de l'économie bleue reste encore difficile à estimer en Éthiopie. Le tourisme international connaît une croissance soutenue. Il aurait généré près de 1,2 Md USD en 2022³¹. La pêche continentale, bien que dotée d'un fort potentiel, reste marginale dans l'économie nationale, avec une production moyenne d'environ 59 100 tonnes entre 2018 et 2020³². Enfin, les infrastructures portuaires se limitent aux ports secs et aux aménagements logistiques intérieurs. Si l'Éthiopie ne dispose pas d'infrastructures portuaires, le développement du transport fluvial et du fret multimodal figure parmi les objectifs de la stratégie nationale pour renforcer l'impact économique des activités liées à l'économie bleue.

La fragilité des écosystèmes et les limites en matière de gouvernance freinent le développement d'une économie bleue durable

Les écosystèmes aquatiques, bien que riches et variés, font face à de nombreuses pressions environnementales. L'intensification des usages (pêche, activités minières, tourisme) se conjugue à une gouvernance environnementale encore limitée. La pollution des lacs et rivières est aggravée par la présence d'espèces invasives, comme la jacinthe d'eau, qui perturbent l'écosystème.

Certaines activités économiques contribuent à la dégradation progressive des étendues d'eau. Faute de systèmes d'élimination des déchets adéquats, les brasseries, usines textiles et chimiques rejettent leurs déchets dans les lacs et rivières. Ce phénomène est particulièrement visible sur la rivière Akaki et les réservoirs d'Abasamuel et Koka, où une accumulation de métaux lourds a été observée. L'agriculture intensive, en particulier les exploitations horticoles en zone humide, contribue également à la pollution diffuse des milieux aquatiques par les produits chimiques. Les aménagements hydrauliques, la déforestation des berges ou encore l'exploitation minière³³ ont contribué à l'assèchement progressif de plusieurs étendues d'eau. Le lac Haramaya a totalement disparu, et le lac Abijata montre des signes alarmants de retrait. La surpêche artisanale, non régulée, exerce également une pression sur des espèces telles que le tilapia et le poisson-chat, qui représentent plus de 70 % des prises³⁴.

Le développement de l'économie bleue en Éthiopie fait face à de nombreux obstacles structurels. Contrairement à d'autres secteurs comme la santé ou l'agriculture, la recherche sur l'eau n'est pas institutionnalisée³⁵, freinant la formulation de politiques publiques fondées sur des données fiables. La gouvernance sectorielle fragmentée est un autre défi. La gestion de la pêche, par exemple, varie selon les régions, rendant difficile la centralisation de l'information.

L'économie bleue ne figure pas parmi les priorités d'intervention des bailleurs internationaux

A l'exception de quelques études, l'implication des bailleurs sur le soutien à l'économie bleue reste limitée. La GIZ a mené de 2015 à 2024, un projet de protection de la biodiversité et de la forêt dans deux régions éthiopiennes incluant des écosystèmes lacustres. Face aux contraintes budgétaires et au besoin d'investissement, le gouvernement entend mobiliser des PPP et autres instruments financiers (obligations vertes, dette-nature) pour mettre en œuvre sa stratégie nationale de l'économie bleue.

³¹ Development of tourism in Ethiopia. (s. d.). Worlddata.info. <https://www.worlddata.info/africa/ethiopia/tourism.php>

³² FAO Fisheries & Aquaculture. https://www.fao.org/fishery/statistics-query/en/global_production/global_production_quantity

³³ L'extraction de carbonate de sodium dans le lac Abijata perturbe son équilibre hydrique.

³⁴ Ibid.

³⁵ En Éthiopie, l'absence de recherche structurée sur l'eau freine sa valorisation, un enjeu central du 4^e objectif de la stratégie nationale sur l'économie bleue.

Annexe : Les lacs et les bassins versants en Éthiopie



Source: [Ethiopia Maps & Facts - World Atlas](#)